

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule Risques Accidentels Risques Chroniques

Rodez, le 17/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **SAS SOLEVIAL / MONTBAZENS**

Zone Artisanale du Colombier

12220 MONTBAZENS

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2022 dans l'établissement SAS SOLEVIAL / MONTBAZENS implanté Zone Artisanale du Colombier 12220 MONTBAZENS. L'inspection a été annoncée le 12/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle des installations classées. Elle fait également suite à la clôture de la procédure de réexamen IED conformément à l'article R.515-73 du code de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS SOLEVIAL / MONTBAZENS
- Zone Artisanale du Colombier 12220 MONTBAZENS
- Code AIOT dans GUN : 0006802631
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non
- Directive IED : oui

La société SOLEVIAL est une filiale du groupe aveyronnais UNICOR. Elle est reconnue comme étant l'un des piliers de l'alimentation animale de la région.

SOLEVIAL regroupe 77 salariés répartis sur 5 sites de fabrication dont celui de Villefranche de Rouergue (siège social, 30 salariés) et de Montbazens (19 salariés), tous deux soumis à la directive IED pour la rubrique 3642. En 2019, la société a commercialisé 250 000 tonnes d'aliments pour animaux de ferme pour un chiffre d'affaires d'environ 79 millions €. La moitié des volumes de vente sont produits sur son site de Villefranche de Rouergue.

Le site de Montbazens est implanté dans une zone d'activité artisanale. Il couvre une superficie de 26 000 m<sup>2</sup> et regroupe les activités suivantes :

- production d'aliments composés conventionnels (90%) et médicamenteux (10%) : granulés, vermicelles, miettes, farines conditionnées en sac (2%) ou pour des livraisons en vrac (98%). Les livraisons vrac sont opérées par des sociétés de transport privées dont les contrats de prestation sont établis annuellement.

- distribution via le stockage et la revente de produits conditionnés.

Les activités du site sont couvertes par la certification RCNA-Oqualim et la démarche Socle Technique Nourri sans OGM.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prélèvements et consommations d'eau
- Prévention du risque de pollution des eaux
- Prévention de la pollution atmosphérique
- Prévention des risques technologiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets atmosphériques (chaudière gaz)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	/	

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prélèvements et consommations en eau	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 4.1.1	/	
Collecte des effluents liquides	AP Complémentaire du 13/11/2006, article 4.2.4.1	/	
Prévention du risque de pollution des eaux	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 4.3.10	/	
Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 09/12/2013, article 1	/	
Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 8.1.7	/	
Installations électriques	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.3.3	/	
Entretien des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.6.2	/	
Installation foudre	AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.3.4	/	

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection de l'environnement n'a relevé aucune non-conformité.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Prélèvements et consommations en eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2008, article 4.1.1													
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :													
<table border="1"><thead><tr><th rowspan="2">Origine de la ressource</th><th rowspan="2">Consommation maximale annuelle (m<sup>3</sup>/an)</th><th colspan="2">Débit maximal</th></tr><tr><th>Horaire (m<sup>3</sup>/h)</th><th>Journalier (m<sup>3</sup>/j)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Réseau public d'eau potable</td><td>2700</td><td>1</td><td>8</td></tr></tbody></table>				Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle (m <sup>3</sup> /an)	Débit maximal		Horaire (m <sup>3</sup> /h)	Journalier (m <sup>3</sup> /j)	Réseau public d'eau potable	2700	1	8
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle (m <sup>3</sup> /an)	Débit maximal											
		Horaire (m <sup>3</sup> /h)	Journalier (m <sup>3</sup> /j)										
Réseau public d'eau potable	2700	1	8										
<b>Constats :</b> L'eau est essentiellement utilisée pour la production de vapeur via une chaudière gaz.  Sur la base des données transmises par l'exploitant, l'inspection fait les constats suivants :  - Consommation annuelle : sur les 6 dernières années, la consommation d'eau annuelle sur le réseau public n'a jamais dépassé 2100 m <sup>3</sup> , soit un volume bien en deçà de la valeur maximale autorisée de 2700 m <sup>3</sup> /an . - Débit horaire : sur la période juillet 2020 - juin 2021, aucun dépassement du débit maximal n'a été relevé - Débit journalier : sur la période juillet 2020 - juin 2021, de légers dépassements sont observés notamment pour les mois de forte activité (ex. janvier).  S'agissant du débit maximal journalier, l'inspection constate que la prescription relative aux approvisionnements en eau n'est pas adaptée à la situation réelle (estimation initiale sous évaluée). L'exploitant devra pour cela adresser un rapport à connaissance à Madame la Préfète pour demander la modification de l'article 4.1.1. de l'AP complémentaire du 13/11/2008.													
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite et prescription inadaptée pour le débit journalier													

**Nom du point de contrôle :** Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2006, article 4.2.4.1
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté l'absence d'obturateurs manuels ou automatiques en sortie des séparateurs. L'inspection constate que des obturateurs (2 au total) ont été installés depuis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Prévention du risque de pollution des eaux**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/11/2008, article 4.3.10**Prescription contrôlée :**

Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles de présenter un risque particulier d'entraînement de pollutions de l'aire de dépotage est aménagé et raccordé à un séparateur d'hydrocarbures, la capacité épuratoire de l'appareil est au moins équivalente à 10 mg/l.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètre	Concentration maximale moyenne sur une période de 2 heures mg/l	Concentration instantanée (mg/l)
<u>MET</u>	200	100
<u>DCO</u> brute	600	300
<u>DBO<sub>5</sub></u> brute	200	100
Hydrocarbures totaux	20	10

**Constats :**

Le site comprend 2 séparateurs d'hydrocarbures :

- un séparateur pour l'aire de collecte des eaux de la station de carburant. En l'absence d'écoulement en sortie, aucune analyse n'est effectuée sur celui-ci. Il est vidangé chaque année par la société agréée Déchets Services 12. L'inspection constate que la dernière vidange a été réalisée en juillet 2021. Le bordereau de suivi des déchets correspondant est correctement renseigné.

- un séparateur plus important qui récupère les eaux de ruissellement du site. Une analyse de l'eau en sortie est effectuée tous les 3 ans par un organisme agréé (Aveyron Labo) et une vidange a minima tous les 5 ans suivant les résultats de l'analyse. Les dernières mesures réalisées par Aveyron Labo en date du 28/09/2020 et du 12/10/2020 (hydrocarbures) présentent des concentrations largement en-dessous des valeurs limites.

**Type de suites proposées :** Sans suite**Nom du point de contrôle :** Rejets atmosphériques**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/12/2013, article 1**Prescription contrôlée :**

L'article 8.1.6 : valeurs limites et conditions de rejets est modifié comme suit:

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 20 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières (Annexe 4).

**Constats :**

Les dernières mesures des rejets de poussières ont été réalisées par l'APAVE le 12/10/2020 au niveau des lignes de presse, de l'aspiration VRAC, des fosses de réception et du broyeur. L'inspection constate que les concentrations sont nettement inférieures à la valeur réglementaire fixée à 20 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'inspection rappelle à l'exploitant que la valeur limite d'émission des poussières sera abaissée à 10 mg/Nm<sup>3</sup> pour les unités de broyage existantes à partir du 04/12/2023 suite à la dernière parution des Meilleures Techniques Disponibles pour l'industrie agroalimentaire et laitière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2008, article 8.1.7
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 8.1.5 doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'Environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les mesures sont réalisées par un organisme agréé (APAVE) tous les 3 ans au niveau des différents points de rejets : aspiration VRAC, fosses de réception, lignes de presse, broyeur. L'inspecteur rappelle à l'exploitant que les mesures de poussières devront être effectuées tous les ans à partir du 04/12/2023 suite à la parution des Meilleures Techniques Disponibles pour l'industrie agroalimentaire et laitière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Rejets atmosphériques (chaudière gaz)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières. (...) III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : (...) - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 2 MW, à compter du 1er janvier 2030.  - NOx : 150 mg/Nm <sup>3</sup> - CO : 100 mg/Nm <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'arrêté ministériel du 03/08/2018 prévoit un contrôle des émissions de la chaudière au moins tous les 3 ans par un organisme agréé (cf. article 6.3 de l'AM du 03/08/2018). L'inspection constate que le premier contrôle, prévu au plus tard le 20/12/2020 (cf. Annexe II de l'AM du 03/08/2018), n'a pas été réalisé. S'agissant d'un fait ne présentant pas de risque important et imminent pour la protection de l'environnement et pouvant être mis en conformité rapidement, l'inspection demande à l'exploitant d'effectuer ce contrôle sous un délai de 60 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.3.3
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'installation électrique est contrôlée annuellement par l'APAVE par le biais : - du rapport de vérification des installations électriques (Q18) ; - du compte-rendu de contrôle par thermographie infrarouge (Q19). Le dernier rapport de vérification Q18 en date du 25/10/2021 mentionne l'absence de risques d'incendie ou d'explosion. Le rapport complet de vérification associé (code du travail) fait état de 13 observations. Par courriel en date du 09/02/2022, l'inspection constate que l'exploitant met systématiquement en place une démarche corrective.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.6.2
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les extincteurs et RIA sont contrôlés annuellement par la société SICLI. La dernière vérification a été réalisée le 23/09/2021. L'inspection constate que le registre de sécurité est correctement renseigné. Les systèmes de détection automatiques incendie et gaz sont vérifiés régulièrement par une entreprise agréée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Installation foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2008, article 7.3.4
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.
<b>Constats :</b> L'Analyse du Risque Foudre (ARF) et l'étude technique avaient été réalisés en janvier 2011. Conformément à la réglementation, l'exploitant procède à la vérification complète de ses dispositifs de protection tous les 2 ans et à la vérification visuelle tous les ans. L'inspection constate que ces dernières vérifications ont été réalisées par la société BCM Foudre en date du : <ul style="list-style-type: none"><li>- 03/11/2020 pour la vérification complète ;</li><li>- 08/09/2021 pour la vérification visuelle.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite